

**MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE**

F. 93 — 2772

19 OCTOBRE 1993. — Arrêté ministériel portant adaptation pour 1994 des montants des redevances sur les appareils de radio sur véhicule et de télévision établis par la loi du 13 juillet 1987

Le Ministre des Communications et des Entreprises publiques,

Vu la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision (1), notamment les articles 2, 3, 4, 6, 7 et 11;

Vu les fluctuations de l'indice des prix à la consommation du Royaume entre les mois de juin 1992 (2) et juin 1993 (3);

Vu l'urgence de fixer les montants dus pour 1994 afin de permettre au service concerné d'en préparer à temps la perception,

Arrête :

Article 1^{er}. En application des articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 13 juillet 1987, le montant des redevances radio et télévision qui sera perçu en 1994 est fixé à :

- 1^o F 1 008 pour un appareil de radio sur véhicule;
- 2^o F 4 824 pour un appareil de télévision en noir et blanc;
- 3^o F 6 960 pour un appareil de télévision en couleurs.

Art. 2. Les détenteurs, qui usent de la faculté prévue à l'article 14 de la loi du 13 juillet 1987, de payer les redevances télévision annuelles visées à l'article 1^{er} du présent arrêté en deux fractions égales acquitteront les montants indiqués ci-après :

- 1^o F 2 412 pour un appareil de télévision en noir et blanc;
- 2^o F 3 480 pour un appareil de télévision en couleurs.

Art. 3. Lorsque le détenteur d'un appareil de télévision en noir et blanc se procure un appareil de télévision en couleurs, il est tenu de payer autant de fois F 178 qu'il subsiste de mois jusqu'à la fin de la période à laquelle il appartient de par la première lettre de son nom ou de sa dénomination.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 octobre 1993.

G. COËME

**MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR**

N. 93 — 2772

19 OKTOBER 1993. — Ministerieel besluit houdende aanpassing voor 1994 van het kijk- en luistergeld voor autoradio- en televisietoestellen vastgesteld door de wet van 13 juli 1987

De Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,

Gelet op de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld (1), inzonderheid op de artikelen 2, 3, 4, 6, 7 en 11;

Gelet op de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk tussen de maanden juni 1992 (2) en juni 1993 (3);

Gelet op de dringende noodzakelijkheid de voor 1994 verschuldigde bedragen vast te stellen, ten einde de betrokken dienst de mogelijkheid te bieden de inning ervan tijdig voor te bereiden,

Besluit :

Artikel 1. Bij toepassing van de artikelen 2, 3, 6 en 7 van de wet van 13 juli 1987 wordt het bedrag van het kijk- en luistergeld dat wordt geïnd in 1994 gebracht op :

- 1^o F 1 008 voor een autoradiotoestel;
- 2^o F 4 824 voor een zwart-wit-televisietoestel;
- 3^o F 6 960 voor een kleurentelevisietoestel.

Art. 2. De houders die gebruik maken van de mogelijkheid, die bij artikel 14 van de wet van 13 juli 1987 wordt geboden, om te betalen in twee delen gelijk aan de helft van het jaarlijks kijkgeld bedoeld in artikel 1 van dit besluit dienen de volgende bedragen te betalen :

- 1^o F 2 412 voor een zwart-wit-televisietoestel;
- 2^o F 3 480 voor een kleurentelevisietoestel.

Art. 3. Wanneer de houder van een zwart-wit-televisietoestel zich een kleurentelevisietoestel aanschafte is hij verplicht zoveel maal F 178 te betalen als er nog maanden moeten verlopen tot het einde van de periode waartoe hij behoort naargelang van de eerste letter van zijn naam of zijn benaming.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 19 oktober 1993.

G. COËME

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 93 — 2773

25 NOVEMBRE 1993

Arrêté royal accordant une allocation d'attente à certains fonctionnaires des administrations de l'Etat

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 28 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères, notamment l'article 7;

Vu les protocoles n^o 166 du 17 mai 1993 et n^o 178 du 4 novembre 1993 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 27 septembre 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

- (1) *Moniteur belge* du 12 août 1987.
- (2) *Moniteur belge* du 30 juin 1992.
- (2) *Moniteur belge* du 30 juin 1993.

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN AMBTENARENZAKEN**

N. 93 — 2773

25 NOVEMBER 1993. — Koninklijk besluit houdende toekenning van een overbruggingstoelage aan sommige ambtenaren in de rijksbesturen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de protocollen nr. 166 van 17 mei 1993 en nr. 178 van 4 november 1993 van het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 27 september 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

- (1) *Belgisch Staatsblad* van 12 augustus 1987.
- (2) *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.
- (2) *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1993.

Considérant que pour l'établissement de l'allocation créée par le présent arrêté des travaux préparatoires doivent être entamés et qu'en conséquence, les services publics concernés doivent être avertis sans délai des modalités d'application;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « rémunération » tout traitement, salaire ou indemnité qui tient lieu sans tenir compte des augmentations ou des diminutions consécutives aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation;

2° « rémunération brute », la rémunération telle qu'elle est visée au 1°, compte tenu des augmentations ou des diminutions dues aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation;

3° « prestations complètes », les prestations dont l'horaire absorbe totalement une activité professionnelle normale;

4° « période de référence », la période qui s'étend du 1er janvier au 30 septembre 1993.

Art. 2. § 1er. Le présent arrêté s'applique aux agents nommés à titre définitif aux administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 4, 3 et 2, qui comptent au moins quatre ans d'ancienneté de niveau.

L'ancienneté nécessaire doit être acquise au 1er octobre 1993.

§ 2. Par dérogation au § 1er, les agents des niveaux 4 et 3 qui, suite à la réussite d'un concours d'accès au niveau supérieur, ont été promus dans un grade des niveaux 3 ou 2 autre que les grades de recrutement dans ces niveaux, peuvent se prévaloir de l'ancienneté de niveau acquise dans leur grade précédent.

§ 3. Les agents des niveaux 4 et 3 qui, en 1993, ont été promus par accession au niveau supérieur dans un grade de recrutement de ce niveau et qui, au 1er octobre 1993, auraient compté 4 ans d'ancienneté de niveau dans leur ancien grade, bénéficient de l'allocation fixée à l'article 4.

§ 4. Les agents du niveau 3 qui, en 1993, ont été promus par accession au niveau 2+ et qui, au 1er octobre 1993, auraient compté 4 ans d'ancienneté de niveau dans leur ancien grade, bénéficient de l'allocation fixée à l'article 4 au prorata de leurs prestations au cours de la période de référence dans leur grade précédent.

§ 5. Les agents du niveau 2 qui, après le 1er juillet 1993, ont été promus par accession au niveau supérieur et qui, au 1er octobre 1993, auraient compté 4 ans d'ancienneté de niveau dans leur ancien grade, bénéficient de l'allocation fixée à l'article 4 au prorata de leurs prestations au cours de la période de référence dans leur grade précédent.

Art. 3. § 1er. L'intéressé perçoit pleinement le montant de l'allocation fixée à l'article 4, si en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes, il a perçu pleinement sa rémunération pendant toute la durée de la période de référence.

§ 2. Quand l'intéressé n'a pas pleinement profité de l'avantage de la rémunération visée au § 1er, comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes, le montant de l'allocation est diminué en proportion de la rémunération qu'il a effectivement reçue.

§ 3. Si l'intéressé en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes a pendant la période de référence :

1° été en congé parental;

2° n'a pu entrer en service ou a suspendu les devoirs de sa charge à cause des obligations lui imposées par les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ou les lois portant statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, à l'exclusion dans les deux cas du rappel pour raisons disciplinaires;

ces périodes sont assimilées à des périodes pendant lesquelles il a pleinement bénéficié de l'avantage de sa rémunération brute.

Art. 4. § 1er. Le montant de l'allocation d'attente est fixé à 1 % de la rémunération annuelle brute, qui est due au bénéficiaire pour le mois d'octobre de l'année 1993.

§ 2. Lorsque l'intéressé n'a pas bénéficié de l'avantage de sa rémunération brute pour le mois d'octobre, ce pourcentage est calculé sur base de la rémunération annuelle brute qui aurait été due pour le mois concerné.

Overwegende dat voor de invoering van de toelage ingesteld bij dit besluit voorbereidende werkzaamheden dienen te worden aangevat en dat ten gevolge hiervan, de betreffende overheidsdiensten zonder verwijl moeten worden op de hoogte gebracht van de toepassingsmodaliteiten;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « beloning », iedere wedde, loon of in de plaats daarvan gestelde vergoeding zonder rekening te houden met de vermeerderingen of verminderingen ten gevolge van de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijsen;

2° « brutobeloning », de beloning zoals deze bedoeld in 1°, rekening gehouden met de vermeerderingen of verminderingen ten gevolge van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijsen;

3° « volledige prestaties », de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volkomen in beslag neemt;

4° « verwijzingsperiode », de periode die zich uitstrekt van 1 januari tot 30 september 1993.

Art. 2. § 1. Dit besluit is van toepassing op de in vast verband benoemde ambtenaren in de rijksbesturen behorend tot de niveaus 4, 3 en 2, die ten minste vier jaar niveauanciënniteit tellen.

Aan de vereiste inzake anciënniteit dient te worden voldaan op 1 oktober 1993.

§ 2. In afwijking van § 1 kunnen de ambtenaren van de niveaus 4 en 3 die, ingevolge het slagen voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hoger niveau, tot een andere dan een wervingsgraad van de niveaus 3 en 2 zijn bevorderd, zich beroepen op de niveauanciënniteit die ze in hun vorige graad hadden verworven.

§ 3. De ambtenaren van de niveaus 4 en 3 die in 1993 door overgang naar het hoger niveau zijn bevorderd tot een wervingsgraad van dat niveau en die, op 1 oktober 1993, 4 jaar niveauanciënniteit in hun vorige graad zouden hebben gehad, ontvangen de in artikel 4 vastgestelde toelage.

§ 4. De ambtenaren van niveau 3 die in 1993 bevorderd worden door overgang naar het niveau 2+ en die, op 1 oktober 1993, 4 jaar niveauanciënniteit zouden hebben gehad, ontvangen de in artikel 4 vastgestelde toelage naar rato van hun prestaties tijdens de verwijzingsperiode in hun vorige graad.

§ 5. De ambtenaren van niveau 2 die na 1 juli 1993 door overgang naar het hoger niveau werden bevorderd en die, op 1 oktober 1993, 4 jaar niveauanciënniteit zouden hebben gehad, ontvangen de in artikel 4 vastgestelde toelage naar rato van hun prestaties tijdens de verwijzingsperiode in hun vorige graad.

Art. 3. § 1. De belanghebbende bekomt het volledig genot van het bedrag van de in artikel 4 bepaalde toelage, indien hij als titularis van een ambt met volledige prestaties het volledig voordeel van zijn beloning heeft genoten tijdens de hele duur van de verwijzingsperiode.

§ 2. Wanneer de betrokkene niet het volledig voordeel van de in § 1 bedoelde beloning heeft genoten, als titularis van een ambt met volledige prestaties, wordt het bedrag van de toelage verminderd naar rato van de beloning die hij werkelijk heeft ontvangen.

§ 3. Wanneer de belanghebbende, als titularis van een ambt met volledige prestaties, tijdens de verwijzingsperiode :

1° met ouderschapsverlof was;

2° niet in dienst is kunnen treden of zijn ambtsverrichtingen heeft geschorst wegens de verplichtingen hem opgelegd door de militiewetten, gecoördineerd op 30 april 1962, of de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, met uitsluiting in beide gevallen van de wederoproeping om tuchtrekenen;

worden deze periodes gelijkgesteld met periodes tijdens welke hij het volledig voordeel van zijn brutobeloning heeft genoten.

Art. 4. § 1. Het bedrag van de overbruggingstoelage is vastgesteld op 1 % van de jaarlijkse brutobeloning, die aan de gerechtigde is verschuldigd voor de maand oktober van het jaar 1993.

§ 2. Wanneer de betrokkene het voordeel van zijn brutobeloning niet heeft genoten voor de maand oktober, wordt dit percentage berekend op basis van de jaarlijkse brutobeloning die zou verschuldigd zijn voor de beschouwde maand.

§ 3. L'application du § 2 n'est possible que si l'intéressé était en service au 1er juillet 1993 s'il appartient au niveau 2.

Art. 5. Sous réserve du droit des intéressés de faire trancher les litiges qui peuvent surgir par les juridictions compétentes, le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, saisi par le Ministre sous l'autorité duquel l'intéressé est placé, règle les difficultés de nature administrative qui peuvent résulter de l'application des dispositions susmentionnées.

Art. 6. L'allocation d'attente est payée en une fois dans le courant du mois de décembre 1993.

Art. 7. La liquidation et le paiement de l'allocation d'attente incombent au ministère ou au service qui a ou aurait été chargé de liquider et de payer la rémunération au bénéficiaire, soit pour le dernier mois dû de la période de référence, soit pour la première partie de ce mois. Pour l'imputation budgétaire, le montant de l'allocation d'attente ne peut être scindé.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er décembre 1993.

Art. 9. Nos Ministres et Notre Secrétaire d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 novembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,

L. TOBBACK,

Le Ministre du Budget,

H. VAN ROMPUY

§ 3. De toepassing van § 2 is slechts mogelijk indien de belanghebbende in dienst was op 1 juli 1993 indien hij behoort tot niveau 2.

Art. 5. Onder voorbehoud van het recht van de belanghebbende om de geschillen die kunnen rijzen te laten beslechten door de bevoegde rechtscolleges, regelt de voor Ambtenarenzaken bevoegde minister, na adiëring door de minister onder wiens gezag de belanghebbende staat, de moeilijkheden van administratieve aard die ten gevolge van de toepassing van de voorgaande bepalingen kunnen ontstaan.

Art. 6. De overbruggingstoelage wordt in éénmaal uitbetaald tijdens de maand december van het jaar 1993.

Art. 7. Voor de vereffening en de betaling van de overbruggingsstoelage moet het ministerie of de dienst instaan, die belast was of belast geweest zou zijn met het vereffenen en het betalen van de beloning aan de gerechtigde, hetzij voor de laatst verschuldigde maand van de verwijzingsperiode of voor het eerste gedeelte van die maand. Voor de begrotingsaanrekening is het bedrag van de overbruggingstoelage ondeelbaar.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 december 1993.

Art. 9. Onze Ministers en Onze Staatssecretaris zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 november 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,

L. TOBBACK

De Minister van Begroting,

H. VAN ROMPUY

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 93 — 2774

11 OCTOBRE 1993. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 26 février 1991, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de la couperie de poils, prorogeant la convention collective de travail du 15 mai 1985 relative à la prépension conventionnelle (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la convention collective de travail du 15 mai 1985, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de la couperie de poils, relative à la prépension conventionnelle, rendue obligatoire par arrêté royal du 9 juillet 1986, prorogée par la convention collective de travail des 23 janvier et 14 février 1989, rendue obligatoire par arrêté royal du 14 août 1989;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire de la couperie de poils;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 26 février 1991, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de la couperie de poils, prorogeant la convention collective de travail du 15 mai 1985 relative à la prépension conventionnelle.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 9 juillet 1986, *Moniteur belge* du 24 juillet 1986.

Arrêté royal du 14 août 1989, *Moniteur belge* du 14 septembre 1989.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 93 — 2774

11 OKTOBER 1993. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 februari 1991, gesloten in het Paritair Subcomité voor de haarsnijderijen, tot verlenging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1985 betreffende het conventioneel bruggensioen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1985, gesloten in het Paritair Subcomité voor de haarsnijderijen betreffende het conventioneel bruggensioen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 9 juli 1986, verlengd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 januari en 14 februari 1989, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 14 augustus 1989;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de haarsnijderijen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 26 februari 1991, gesloten in het Paritair Subcomité voor de haarsnijderijen, tot verlenging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1985 betreffende het conventioneel bruggensioen.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969. Koninklijk besluit van 9 juli 1986, *Belgisch Staatsblad* van 24 juli 1986.

Koninklijk besluit van 14 augustus 1989, *Belgisch Staatsblad* van 14 september 1989.